



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARFAIT Alain

Ferme de Sébastopole
54200 Toul

Références : 2026_0279
Code AIOT : 0003014602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement PARFAIT Alain implanté Lieu dit Voisel / Ferme de Sébastopole 54200 Toul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARFAIT Alain
- Lieu dit Voisel / Ferme de Sébastopole 54200 Toul
- Code AIOT : 0003014602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation située aux lieux-dits Voisel / Ferme de Sébastopol sur les parcelles cadastrées section

E n° 294 et 296 de la commune de TOUL, propriété de Mr Alain Parfait, est le siège d'une activité de stockage de déchets inertes illégales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	cessation d'activité	Code de l'environnement du 23/09/2020, article R.512-39	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	cessation d'activité	Code de l'environnement du 23/09/2020, article R.512-39	Sans objet
3	activité illégale	AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue en visite le 08/01/2026, sur le parcellaire siège de l'activité de stockage de déchets inertes illégale exploitée par Mr Parfait.

Il ressort des constats de l'inspection et des documents remis par l'exploitant visant à justifier des actions qu'il a conduit quant à la cessation d'activité de l'installation, arrêt d'apport de déchets, mis en sécurité et remis en état conformément aux recommandations visant les installations de stockage déchets inertes de même nature.

La mise en demeure prise à l'encontre de l'exploitant quant à la régularisation de cette activité peut être levée (APMED 2020-1344 du 04/12/2020).

Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant de répondre aux dispositions de l'article R512-39-2 (information du Maire concernant les conditions de remise en état et l'usage futur du site) et d'en faire copie au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2020, article R.512-39
Thème(s) : Autre, mise en sécurité
Prescription contrôlée : Article R.512-39-1 (version du 23/09/2020) II. - La notification prévue au I [de la cessation définitive de l'activité] indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; • 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; • 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

Article R.512-39-1

L'exploitant a été appelé par courrier préfectoral du 22/03/2024 à apporter des éléments complémentaires à son mémoire de cessation d'activité du 23/11/2021, qui avait fait l'objet d'une instruction par l'inspection consignée dans le rapport 0460_2024 du 21/03/2024, pour justifier en particulier de l'accomplissement de la mise en sécurité de l'installation. Il s'agissait de justifier de l'élimination des déchets encore présents sur le site et d'expertiser la qualité des eaux du cours d'eau temporaire « le Voisel » dont le cours est à proximité de l'installation illégale.

L'exploitant a produit des éléments complémentaires par courrier du 18/07/2024.

S'agissant des déchets entreposés, l'exploitant a fourni 4 bons d'intervention relatifs à l'enlèvement le 18/07/2024 de déchets divers (30 m³ de déchets verts, 30 m³ de bois de classe B, 30 m³ de déchets non dangereux en mélange, 7 m³ de gravats).

S'agissant du cours d'eau, l'exploitant a produit des résultats d'analyse d'eau d'un prélèvement effectué le 05/07/2024 en amont et en aval de l'installation illégale. Ont été analysés en particulier les paramètres suivants (métaux, HAP, HCT C10-C40 et PCB). Ces analyses ont été mises à profit par l'exploitant dans l'évaluation des enjeux sanitaires qui a été remise dans le cadre de la procédure de réhabilitation de l'installation.

Lors de la visite du 08/01/2026, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets particuliers au sein du parcellaire qui supportait l'installation illégale, ni à son voisinage immédiat. L'installation fait par ailleurs l'objet d'une interdiction d'accès par l'intermédiaire d'une clôture et d'un portail.

De la mise en œuvre de ces actions, il ressort que le site dont l'activité a été arrêté définitivement a été mis en sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2020, article R.512-39

Thème(s) : Autre, réhabilitation

Prescription contrôlée :

Article R.512-39-3 (version du 23/09/2020)

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Article R512-39-2

I. **2** Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. **2** Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Constats :

R512-39-3

Le courrier préfectoral du 22/03/2024 appelait également l'exploitant à apporter des éléments quant à la réhabilitation du site. Il s'agissait de proposer une réhabilitation du site conforme à la recommandation visant la couverture des installations de stockage de déchets et l'institution d'éventuelles restrictions d'usage.

L'exploitant a remis le 23/10/2024, un mémoire de réhabilitation, comportant deux documents :

- une analyse des enjeux sanitaires comportant des éléments relatifs à la couverture de l'installation, qui ont été complétés par un courrier du 20/06/2025 détaillant les opérations de la réalisation de la couverture ;
- un dossier préalable à l'instauration de servitudes d'utilité publique.

S'agissant de la couverture de l'installation, en juin 2025, l'exploitant a fait régaler, sur les 3.9 ha de l'installation, environ 2500m³ de terre végétale, en vue d'apporter à l'installation une couverture homogène de 40 cm de hauteur, pour laquelle, après tassement par les intempéries il escompte une couverture finale de l'ordre de 30 cm de hauteur. L'exploitant a transmis une facture en date du 25/06/2025 quant à ces opérations de régilage.

Les éléments produits justifiant du dimensionnement de la couverture mise en œuvre s'appuient sur le guide de recommandations pour la conception des couvertures d'Installations de Stockage de Déchets Dangereux, Non Dangereux et inertes édité par le BRGM (BRGM/RP-69462-FR - version mars 2020).

En particulier, l'exploitant présente un dimensionnement de hauteur de couverture finale dont l'objectif est d'atteindre un coefficient de réaménagement de 0,7. Ce qui au regard de la surface de l'installation à couvrir de 39737 m², et de la pluviométrie de 857 mm qu'elle subit annuellement appelle la mise en œuvre d'une couverture pouvant infiltrer 9555 m³ d'eau par an. Par la mise en œuvre d'une couche finale constituée exclusivement de terre végétale, laquelle

<p>dispose d'une porosité de 20%, et d'une perméabilité de l'ordre de 20 mm/h. L'exploitant estime à 25 cm la hauteur de la couche requise pour atteindre l'objectif fixé par le coefficient de réaménagement. Les opérations conduites par l'exploitant pour la réalisation de la couche finale ont été menées avec pour objectif d'atteindre une couche de 30 cm de hauteur, supérieure de 20% à l'estimation.</p> <p>L'exploitant a présenté une série de photographies de la réalisation de la couche finale, présentant notamment des piges à différentes localisation du parcellaire, ainsi qu'un bulletin d'analyse des terres régaliées, dont il ne ressort pas de pollution particulière.</p> <p>Lors de la visite du 08/01/2026, l'inspection a constaté la présence de cette couverture sur l'ensemble du parcellaire qui supportait l'installation illégale.</p> <p>Au regard des éléments produits et des constats fait par l'inspection, la couverture correspond aux recommandations du guide du BRGM constituant le référentiel mis en avant dans le courrier préfectoral.</p> <p>S'agissant de l'instauration de servitudes d'utilité publique, les éléments produits feront l'objet d'un traitement ultérieur par l'inspection, en vue de l'élaboration d'actes ou de documents visant à limiter ou interdire certains usages et informer de l'état de pollution des sols concernés par l'installation illégale.</p> <p>R512-39-2</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis au Maire ou au Président de l'EPCI, les éléments fixés à l'article R512-39-2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de répondre aux dispositions de l'article R512-39-2 et d'en faire copie au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : activité illégale

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, arrêt définitif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>M. PARFAIT Alain, [...], qui exploite sur le territoire de la commune de TOUL, aux lieux-dits Voisel / Ferme de Sébastopol sur les parcelles cadastrées section E n° 294 et 296, une installation de stockage de déchets sans disposer de l'autorisation requise au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, est mis en demeure de régulariser la situation de cette installation. Pour cela, M. PARFAIT Alain doit :</p> <p>[...] s'il ne souhaite pas poursuivre cette exploitation,</p> <ul style="list-style-type: none"> • notifier à l'autorité préfectorale la mise à l'arrêt définitif de l'installation illégale dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté et adresser un mémoire de réhabilitation du site de cette installation conformément aux dispositions des articles R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement, au plus tard sous quatre mois suivant la notification de la présente injonction.

Constats :

Par courrier du 21/02/2021, l'exploitant a confirmé qu'il souhaitait arrêter l'activité de stockage de déchets. L'exploitant a par la suite produit en date du 23/11/2021, un mémoire de cessation d'activité, rédigé par un bureau d'étude spécialisé. Ces documents visaient à justifier de l'accomplissement des mesures de mise en sécurité et de remise en état de l'installation par l'exploitant.

L'examen de ces documents par l'inspection a fait l'objet du rapport 0460_2024 du 21/03/2024, lequel appelait l'exploitant à apporter des éléments complémentaires. Un courrier préfectoral a été émis 22/03/2024, auquel l'exploitant a apporté plusieurs réponses, lesquels ont permis de conclure quant à ce que :

> le site dont l'activité a été arrêté définitivement a été mis en sécurité (point de contrôle n°1)

> le site a fait l'objet de travaux de réaménagement conforme aux préconisations relatives à la réhabilitation des installations de stockage de déchets inertes arrêtés définitivement ;

Par ailleurs, des éléments ont été remis quant à l'éventuelle instauration de servitudes au droit des sols concernés par l'installation illégale arrêtée définitivement, ils feront l'objet d'un traitement ultérieur par l'inspection.

L'examen des éléments contenus dans ce dossier et les constats faits lors de la visite du site du 08/01/2026 démontrent que Mr PARFAIT Alain a satisfait aux obligations de remise en état de son installation située aux lieux-dits Voisel / Ferme de Sébastopol sur les parcelles cadastrées section E n° 294 et 296 de la commune de TOUL.

La mise en demeure peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure